

MOTION DES REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ DE FRANCE 3 MIDI-PYRÉNÉES

Le 5 juillet, par une communication interne, la direction a présenté aux salariés de FTV son projet appelé « Tempo ».

Depuis cette publication, plusieurs salariés de l'antenne France 3 Midi-Pyrénées ont exprimé de fortes inquiétudes concernant leur avenir professionnel au sein du Réseau France 3, ainsi que le devenir des éditions locales et de ses personnels dont il n'est fait aucune mention dans la communication.

Quelle organisation du travail pour alimenter les nouvelles tranches « ICI midi » et « ICI soir » ? Est-ce que les vacations seront modifiées ? Quels moyens supplémentaires ? Que deviennent le 18h30, les éditions locales et les éditions en langue régionale ? Quelle garantie que l'antenne conserva ses postes techniques ? Son activité ne doit pas être transférée au National. Quelle garantie que les éditions régionales ne seront pas envahies par les desk de franceinfo ?

Aujourd'hui les sujets locaux et régionaux peuvent bénéficier d'une exposition nationale, qu'en sera-t-il demain ?

Quelle ligne éditoriale pour l'antenne/la région ? Quelle ligne éditoriale nationale quand chaque région pourra construire comme elle le souhaite sa page d'info nationale ?

Les RP constatent que l'annonce est faite juste avant les congés d'été, laissant donc les salariés dans l'incertitude pendant plusieurs semaines avant que des ateliers ne puissent se tenir, avec le risque que le repos mérité ne fasse pas effet et que les salariés reviennent fatigués voire stressés. Et alors que le contexte est déjà particulièrement anxiogène avec la suppression de la redevance et la potentielle fusion des entreprises de l'audiovisuel public.

Les RP déplorent qu'aucun plan de prévention n'ait été prévu pour accompagner les salariés, forcément touchés par la décision brutale de supprimer les éditions nationales de la chaîne pour laquelle ils travaillent.

Les RP demandent à la direction du Réseau France 3 d'apporter au plus vite des assurances à tous les salariés de France 3 Midi-Pyrénées afin de lever leurs craintes légitimes.

Toulouse, le 8 juillet 2022